

La 4e licence 3G vendue en blocs ?

Coup de théâtre dans le secteur de la téléphonie mobile. Selon *la Tribune*, le gouvernement aurait renoncé à mettre aux enchères en un seul lot la quatrième licence de téléphonie mobile de troisième génération.

Selon une source gouvernementale, les opérateurs ayant bénéficié d'une quatrième licence à l'étranger n'en auraient pas tiré de profits suffisants.

C'est un virage à 180 degrés. Tout le monde souhaite qu'une quatrième licence mobile soit attribuée. Le gouvernement (jusqu'à aujourd'hui...), les associations de consommateurs et même le rapport de la Commission Attali. Objectif : stimuler la concurrence dans le secteur verrouillé de la téléphonie mobile. Par ailleurs, un 4e opérateur remplirait les caisses de l'Etat (prix de la licence et 1% du chiffre d'affaires annuel généré par les services 3G).

Surtout, suite au premier appel d'offres, où seul Free s'était porté candidat (une candidature rejetée par le régulateur), le gouvernement avait fini par entendre les demandes d'assouplissement du paiement de la licence (619, 2 millions d'euros) demandées par le même Iliad. Le Conseil d'Etat a même donné un avis positif sur cette question, ce qui aurait permis à Free ou à Numericable de se porter candidat.

La quatrième licence n'est pas enterrée pour autant. Toujours selon *la Tribune*, le gouvernement aurait opté pour une solution alternative. Les fréquences hertziennes de la licence pourraient être vendues par blocs à différents acteurs dont « *le critère ne serait pas uniquement le prix* » mais également des engagements « *de couverture et de services.* »

Une telle solution permettrait à Iliad de dépenser moins pour cette licence ainsi que pour les infrastructures et surtout d'éviter aux trois opérateurs en place de faire face à un concurrent puissant tout en calmant leur colère face à des conditions assouplies pour un nouvel entrant. En fragmentant la licence, le gouvernement ménagerait la chèvre et le chou.

Ce vendredi, le ministère des Finances avait toutefois déclaré que « *toutes les options* » restaient « *ouvertes* » et qu'aucune décision n'avait été prise.

Du côté de l'UFC Que Choisir, on s'inquiète de ce revirement gouvernemental. L'abandon de la 4e licence serait « *une très mauvaise nouvelle pour la concurrence* », explique l'association de consommateurs qui fustige également une vente par blocs qui pourrait renforcer la puissance des opérateurs en place.

Free, seul candidat officiel, se dit lundi « *plus que jamais candidat à être quatrième opérateur et plus que jamais nous avons la certitude que le marché en a besoin* », a déclaré Maxime Lombardini, directeur général du groupe Iliad, maison mère de Free, interrogé par l'AFP.